

RECHERCHE ET APPLICATION POUR LE DEVELOPPEMENT  
( RAD )



# RAPPORT

SUR LE MONITORING  
DE LA GOUVERNANCE EN RDC

Mois: Novembre 2025

Astride NSIA  
*Responsable et chercheur Principal*

Réalisée par :



## **RECHERCHE ET APPLICATION POUR LE DEVELOPPEMENT (RAD)**

Recherche et Application pour le Développement (RAD) est un club de recherche dédié à la production de recherches rigoureuses et appliquées, visant à renforcer la gouvernance et à promouvoir le développement. Notre mission est de contribuer à une meilleure gouvernance en fournissant des analyses pertinentes et des recommandations basées sur des données probantes, tout en défendant le droit des populations à être bien gouvernées. Nous nous engageons à éclairer les décideurs, à stimuler le débat public et à établir des partenariats stratégiques pour un développement inclusif et durable.

### **1. Mission**

- Produire et diffuser des recherches appliquées de haute qualité dans les domaines de la gouvernance politique, sécuritaire, économique et des ressources naturelles.
- Stimuler le débat public et la participation citoyenne à travers l'organisation de forums et de discussions sur les politiques publiques.
- Établir des partenariats stratégiques avec les institutions universitaires pour renforcer la production de connaissances et la formation des acteurs du développement.
- Fournir une expertise et un accompagnement aux acteurs publics et privés pour la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes de développement efficaces.

### **2. Objectifs**

#### **Objectifs de recherche**

- Réaliser des études et des analyses rigoureuses sur les enjeux et défis de gouvernance, de sécurité, d'économie et de gestion des

ressources naturelles au niveau national, provincial et au niveau local.

- Développer des outils et des méthodologies innovantes pour l'analyse des politiques publiques et l'évaluation de leur impact.
- Publier des rapports et des articles de recherche dans des revues scientifiques et des plateformes de diffusion reconnues.
- Fournir des analyses et des recommandations aux décideurs politiques pour l'amélioration de la gouvernance.
- Accompagner les acteurs publics dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques efficaces.
- Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de gouvernance et de développement.

#### **Objectifs de débat public**

- Organiser des débats publics réguliers sur les thématiques clés du développement.
- Faciliter le dialogue entre les acteurs publics, privés et de la société civile.
- Produire des synthèses et des recommandations issues des

débats pour éclairer les décideurs.

#### **Objectifs de partenariat universitaire**

- Établir des conventions de partenariat avec les universités pour la réalisation de projets de recherche conjoints.
- Organiser des séminaires et des ateliers de formation pour les étudiants et les professionnels du développement.

#### **3. Valeurs**

- Indépendance et objectivité
- Rigueur scientifique
- Intégrité et éthique
- Engagement pour le développement durable
- Inclusion et participation

## **INTRODUCTION**

TÉ

## Introduction

Le mois de novembre s'est inscrit dans un contexte particulier marqué à la fois par des enjeux politiques, sociaux et économiques majeurs, mais aussi par une attente croissante de la population quant à l'action publique. Dans un climat souvent caractérisé par des tensions sociales, des défis sécuritaires persistants et des pressions économiques, l'action gouvernementale apparaît plus que jamais comme un levier essentiel pour répondre aux besoins urgents du pays et orienter les dynamiques de développement. C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent rapport du Baromètre YEBA, consacré à l'analyse des actions posées par le gouvernement au cours du mois de novembre.

Au cours de cette période, vingt 20 actions gouvernementales ont été identifiées et analysées, réparties dans treize 13 secteurs clés de la vie nationale. Cette répartition sectorielle permet de mettre en lumière les priorités de l'action publique ainsi que les domaines ayant bénéficié d'une attention particulière dans un contexte où les ressources restent limitées et les attentes multiples. Les secteurs de l'Intérieur et des Finances se distinguent nettement, avec chacun quatre actions, soit 20 % du total. Cette forte concentration traduit l'importance accordée, d'une part, aux questions de gouvernance, de sécurité et d'administration du territoire, et d'autre part, à la gestion des finances publiques, dans un environnement économique marqué par la recherche de stabilité et de crédibilité. D'autres secteurs ont également fait l'objet d'interventions ciblées, notamment la Santé publique, qui totalise deux actions, représentant 10 % des initiatives recensées. Ce chiffre, bien que modeste, s'inscrit dans un contexte sanitaire toujours sensible, où la protection de la population et l'amélioration de l'accès aux soins demeurent des préoccupations majeures. Les secteurs tels que la Diplomatie, les Affaires foncières, la Fonction publique, les Ressources hydrauliques, les Affaires sociales, le Développement rural, les Postes et télécommunications, le Genre, le Commerce extérieur ainsi que l'Entrepreneuriat et le développement des PME ont chacun enregistré une action, soit 5 % par secteur. Cette dispersion des actions traduit une volonté d'intervention transversale, visant à toucher plusieurs domaines stratégiques du développement national.

le mois de novembre apparaît comme une période au cours de laquelle le gouvernement a cherché à maintenir un équilibre entre les impératifs de gestion immédiate et les besoins structurels à moyen et long terme. Le présent rapport du Baromètre YEBA se propose d'analyser ces actions, non seulement sous l'angle quantitatif, mais également dans leur portée politique, sociale et économique, afin de mieux comprendre les orientations de l'action gouvernementale et leur adéquation avec les réalités vécues par la population durant cette période.

## I. ANALYSE SECTORIELLE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

| N° | Secteur                                | %   |
|----|----------------------------------------|-----|
| 1  | Intérieur                              | 20% |
| 2  | Finances                               | 20% |
| 3  | Diplomatie                             | 5%  |
| 4  | Affaires foncières                     | 5%  |
| 5  | Fonction publique                      | 5%  |
| 6  | Ressources hydrauliques                | 5%  |
| 7  | Santé publique                         | 10% |
| 8  | Affaires sociales                      | 5%  |
| 9  | Développement rural                    | 5%  |
| 10 | Postes et télécommunications           | 5%  |
| 11 | Genre                                  | 5%  |
| 12 | Commerce extérieur                     | 5%  |
| 13 | Entreprenariat et développement de pme | 5%  |

Tableau 1 : répartition de l'action gouvernementale en %

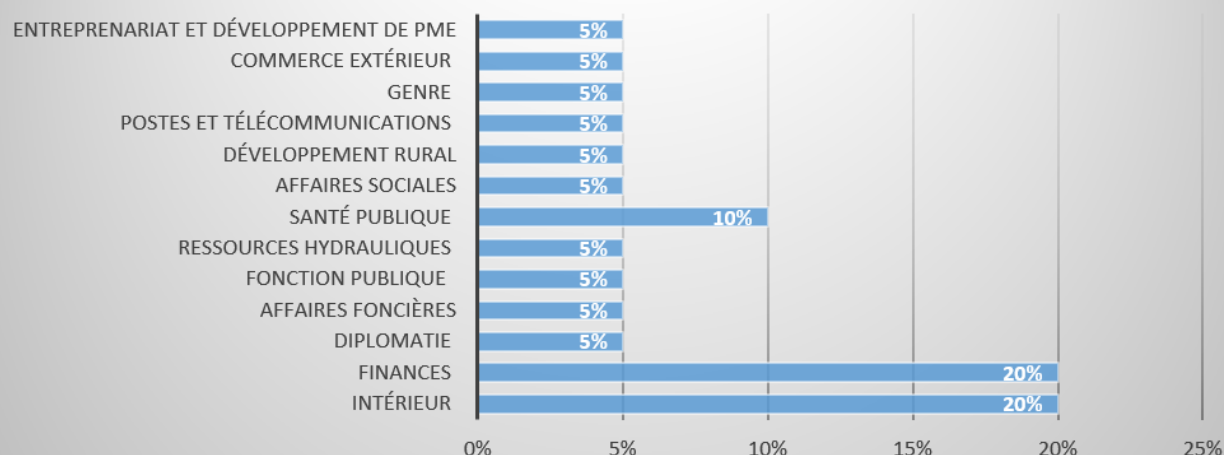
La répartition de l'action gouvernementale observée met en évidence les priorités stratégiques retenues par le gouvernement au cours de la période analysée. Sur un total de vingt 20 actions recensées, celles-ci sont réparties dans treize 13 secteurs, traduisant une volonté d'intervention multisectorielle, mais avec des niveaux d'intensité variables selon les domaines. Les secteurs de l'Intérieur et des Finances concentrent chacun quatre actions, soit 20 % du total par secteur. Cette forte proportion souligne l'importance accordée aux questions de gouvernance, de sécurité intérieure, de gestion administrative et de stabilité institutionnelle, d'une part, et à la gestion des finances publiques, d'autre part. Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires persistants et des contraintes budgétaires, ces choix traduisent une priorité donnée au fonctionnement de l'État et à la maîtrise des équilibres économiques, considérés comme des préalables à toute action de développement durable.

Le secteur de la Santé publique occupe une place intermédiaire avec deux actions, représentant 10 % de l'ensemble. Cette présence reflète une attention particulière, bien que mesurée, portée aux enjeux sanitaires et au bien-être de la population. Elle s'inscrit dans un contexte où les besoins en matière de santé restent élevés, nécessitant des interventions régulières pour renforcer le système de soins et répondre aux attentes sociales. Les autres secteurs notamment la Diplomatie, les Affaires foncières, la Fonction publique, les Ressources hydrauliques, les Affaires sociales, le Développement rural, les Postes et télécommunications, le Genre, le Commerce extérieur ainsi que l'Entrepreneuriat et le développement des PME enregistrent chacun une action, soit 5 % par secteur. Cette répartition relativement homogène traduit une volonté de couvrir un large éventail de domaines stratégiques, même si l'intensité de l'intervention demeure limitée dans chacun d'eux. Elle révèle une approche transversale de l'action publique, visant à maintenir une présence gouvernementale dans des secteurs essentiels au développement économique, social et institutionnel du pays. Toutefois, cette dispersion des actions peut également suggérer une concentration des efforts sur certains secteurs jugés prioritaires, au détriment d'autres domaines clés tels que le développement rural, l'entrepreneuriat ou les affaires sociales, qui jouent pourtant un rôle central dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Elle met en lumière le défi permanent de l'arbitrage entre urgences immédiates et investissements structurels à long terme.

Ce qui révèle que l'analyse de la répartition de l'action gouvernementale révèle une orientation marquée vers les secteurs régaliens et financiers, tout en maintenant une couverture minimale des autres domaines stratégiques. Cette configuration reflète à la fois les contraintes du contexte national et les choix politiques opérés par le gouvernement, offrant ainsi une lecture pertinente des priorités de l'action publique sur la période considérée.

## Barometre YEBA-RAD/Novembre 2025

### Analyse Sectorielle l'Action gouvernementale



Graphique 1 : Analyse sectorielle de l'action gouvernementale

## II. ANALYSE DE LA COHÉRENCE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

La présente section vise à proposer une analyse consolidée et qualitative du niveau d'alignement des actions identifiées avec les engagements stratégiques du quinquennat.

TÉ

À ce stade du rapport, l'objectif n'est plus uniquement de présenter des données chiffrées, mais d'en proposer une lecture approfondie, contextualisée et orientée vers la compréhension des dynamiques observées. L'analyse porte sur 20 actions identifiées au cours de la période de référence soit Novembre 2025. Ces actions ont été examinées au regard de leur alignement réel aux priorités du quinquennat, en tenant compte de leur portée opérationnelle, de leur impact attendu et de leur capacité à produire des résultats mesurables au bénéfice des populations.

Les résultats issus de l'analyse montrent que 65 % des actions identifiées sont cohérentes avec les engagements stratégiques du quinquennat, tandis que 35 % des actions présentent un défaut d'alignement. Cette répartition traduit une tendance globalement positive, marquée par une majorité d'actions contribuant effectivement à la mise en œuvre des priorités stratégiques. Toutefois, derrière ces pourcentages se cache une réalité plus nuancée. Les actions alignées et non alignées ne se distinguent pas uniquement par leur conformité formelle aux engagements du quinquennat, mais surtout par leur nature, leur finalité et leur impact concret sur les politiques publiques.

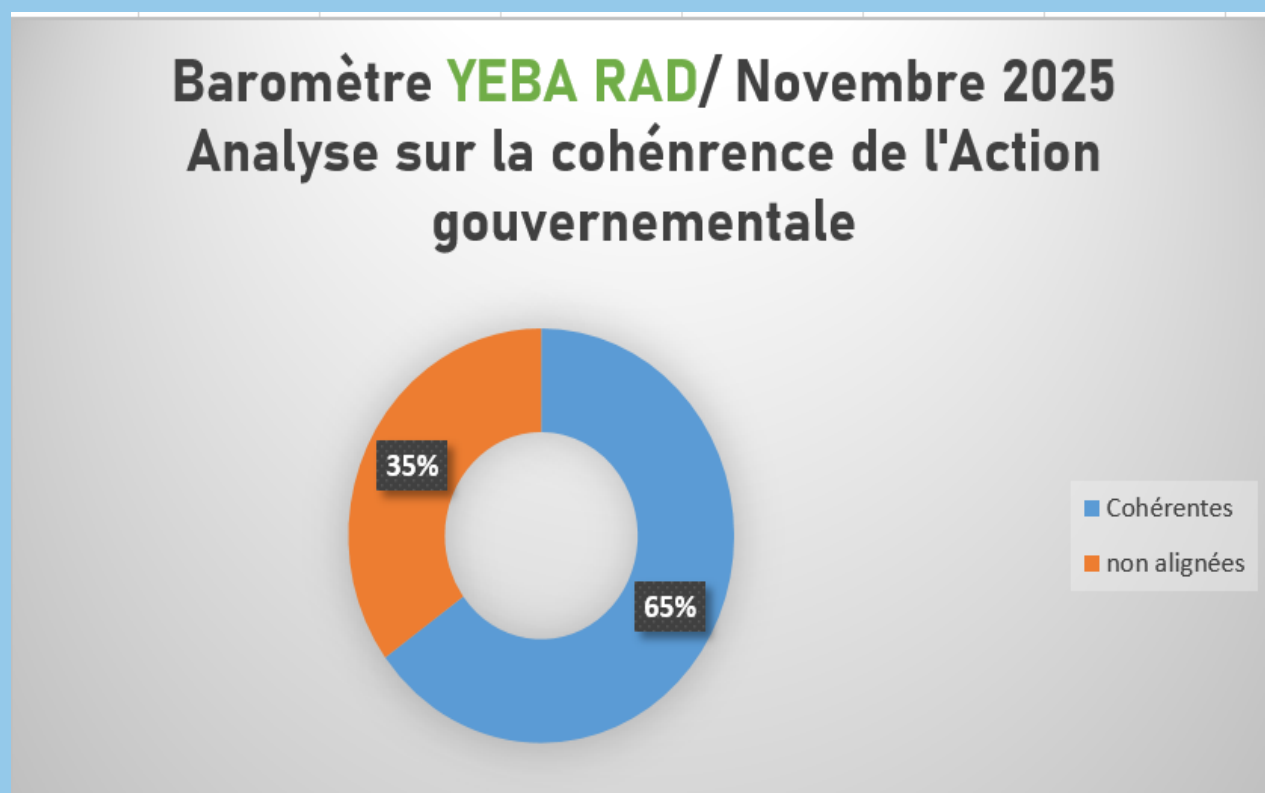
Les 35 % d'actions non alignées correspondent principalement à des activités de type conférences, forums internationaux, ateliers d'évaluation ou rencontres institutionnelles. Ces actions, bien que légitimes dans une logique de représentation, de diplomatie ou de partage d'expériences, présentent une contribution limitée aux engagements opérationnels du quinquennat. À titre illustratif, la participation de la Première Ministre à la conférence CNN Global Perspectives Africa Edition, organisée à Londres le 03 novembre, s'inscrit davantage dans une logique de visibilité internationale et de positionnement stratégique du pays. Si cette participation peut générer des retombées en termes d'image, de partenariats ou d'opportunités futures, ses bénéfices restent indirects, périphériques et difficilement évaluables dans le cadre d'un baromètre axé sur les résultats et l'impact.

De la même manière, certains ateliers d'évaluation et conférences thématiques analysés ne débouchent pas systématiquement sur des décisions concrètes, des réformes ou des plans d'action opérationnels. L'absence de mécanismes clairs de suivi et de traduction opérationnelle limite leur contribution effective aux engagements du quinquennat.

À l'opposé, les 65 % d'actions jugées cohérentes se caractérisent par leur ancrage opérationnel et leur lien direct avec les engagements stratégiques du quinquennat. Ces actions répondent à des enjeux concrets et prioritaires, notamment en matière de sécurité, de gestion des risques et de protection des populations. L'une des actions emblématiques de cette cohérence stratégique est celle par laquelle la Première Ministre a instruit le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, à travers notamment la Cellule Permanente d'Alerte et d'urgence, de prendre toutes les mesures nécessaires pour doter le Gouvernement d'un cadre opérationnel actualisé d'analyse des risques et de contingence, face aux effets prévisibles des inondations. Cette action s'inscrit pleinement dans les engagements du quinquennat relatifs à la prévention des catastrophes naturelles, à l'anticipation des crises et à la résilience des territoires. Dans

le même esprit, à l'approche des festivités de fin d'année, le vice-premier ministre de l'Intérieur a fait le point sur la réunion tenue avec les services de sécurité en vue de la mise en place d'un plan opérationnel de lutte contre la criminalité. Cette initiative répond directement aux priorités du quinquennat en matière de sécurité publique, de protection des personnes et des biens, ainsi que de maintien de l'ordre.

Ces actions présentent plusieurs caractéristiques communes : une finalité clairement définie, des responsabilités institutionnelles identifiées, des résultats attendus mesurables et un potentiel impact direct sur le quotidien des populations. Elles illustrent une appropriation effective des engagements stratégiques du quinquennat par les acteurs chargés de leur mise en œuvre.



Graphique 2 : Analyse sur la cohérence de l'action gouvernementale

## CONCLUSION

L'examen de la répartition des actions gouvernementales au mois de novembre 2025 met en évidence une activité soutenue, caractérisée par une diversité d'interventions couvrant plusieurs domaines de l'action publique. Ces actions traduisent la volonté du Gouvernement de répondre à des enjeux multiples, allant de la sécurité et de la gestion des risques à la représentation internationale, en passant par la coordination institutionnelle et l'évaluation des politiques publiques. Cette pluralité d'initiatives reflète une dynamique gouvernementale active et une mobilisation continue des acteurs institutionnels. Toutefois, l'analyse met également en lumière une répartition inégale des actions selon leur nature et leur portée stratégique. Une part significative des initiatives recensées relève d'actions à forte valeur opérationnelle, directement orientées vers la résolution de problématiques concrètes affectant les populations, notamment en matière de sécurité publique, de prévention des catastrophes et de maintien de l'ordre. Parallèlement, d'autres actions s'inscrivent davantage dans une logique institutionnelle, diplomatique ou communicationnelle, telles que la participation à des conférences, forums et ateliers, dont les retombées, bien que potentiellement importantes à moyen ou long terme, demeurent moins immédiatement perceptibles.

L'analyse de la cohérence stratégique révèle que 65 % des actions gouvernementales sont alignées avec les engagements stratégiques du quinquennat, tandis que 35 % présentent un défaut d'alignement. Ce niveau de cohérence constitue, en soi, un résultat très satisfaisant. Il traduit une orientation stratégique globalement maîtrisée et une volonté manifeste d'inscrire l'action gouvernementale dans le cadre des priorités définies au début du quinquennat. La majorité des actions analysées contribue ainsi, de manière directe ou indirecte, à la mise en œuvre des engagements pris en matière de sécurité, de gouvernance, de prévention des risques et de protection des populations. Cependant, la présence de 35 % d'actions non cohérentes avec les engagements stratégiques du quinquennat invite à une lecture nuancée des résultats. Ces actions, souvent liées à des conférences, des ateliers ou des activités de représentation, ne sont pas nécessairement dénuées de pertinence. Elles peuvent contribuer au rayonnement international, au renforcement des capacités ou à la maturation des politiques publiques. Néanmoins, leur contribution directe aux objectifs stratégiques du quinquennat demeure limitée ou difficilement mesurable, ce qui justifie leur classement parmi les actions non alignées.

Au-delà de cette répartition, il convient de souligner que la cohérence stratégique, aussi élevée soit-elle, ne saurait à elle seule suffire à apprécier l'efficacité réelle de l'action gouvernementale sur le terrain. Une action peut être parfaitement alignée avec les engagements du quinquennat sans pour autant produire les effets escomptés auprès des populations. Inversement, certaines actions faiblement alignées peuvent, dans certains contextes, générer des impacts positifs indirects. L'efficacité de l'action publique repose non seulement sur sa cohérence stratégique, mais également sur sa mise en œuvre effective, la qualité de son exécution, la mobilisation des ressources nécessaires et la capacité des institutions à suivre, évaluer et ajuster les interventions en fonction des résultats observés. À cet égard, l'analyse de la cohérence doit être

complétée par une évaluation approfondie de l'impact réel des actions, de leur durabilité et de leur contribution tangible à l'amélioration des conditions de vie des citoyens.